

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 21 juillet 2017
(Convocation du 13 juillet 2017)

Aujourd'hui, le vingt-et-un juillet deux mille dix-sept à 16 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE

Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Madame Céline SALLES

Messieurs Bernard SOUDAR

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : Marché / Réparation ou aménagement du seuil du « pont de Fer » sur l'Adour dans les Hautes-Pyrénées

Exposé des motifs :

Le seuil du pont de Fer (Adour, 65) sert toujours à la stabilisation du fond du lit de l'Adour, en complément de seuils voisins en amont, également gérés par l'Institution Adour (Lapeyre et Beulat). D'autres usages profitent de la présence du seuil du pont de Fer : prélèvement pour l'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Vic-en-Bigorre ; prélèvements agricoles (2 puits et 1 prélèvement direct dans l'Adour) ; passage de ligne à haute tension sous le lit de l'Adour à l'amont du seuil ; protection d'un plan d'eau en rive gauche (ancien bras de l'Adour, qui a servi de gravière).

Le 26 juin 2017, les services de la cellule d'assistance technique espace rivière des Hautes-Pyrénées (CATER 65) ont alerté l'Institution Adour qu'une brèche était apparue au niveau de la crête du seuil. Une visite sur le terrain (Institution Adour, CATER 65 et Syndicat mixte de gestion de l'Adour et affluents) a permis de préciser l'ampleur des dégâts, tant sur le seuil lui-même que sur la passe à embarcations. Ces dégâts mettent en danger la structure du seuil, et donc son maintien à court terme, ainsi que les anciennes culées (fondations visibles ; signes d'érosion). Il impacte aussi la passe à poissons qui n'est plus alimentée en eau, et n'est donc plus fonctionnelle.

Deux hypothèses se font jour pour remédier à cette situation problématique :

- considérer, en analyse superficielle, que l'enjeu de l'AEP est prioritaire, et réparer le seuil dès à présent ;
- mener une analyse plus poussée des enjeux, et envisager des scénarios différents, comme l'effacement du seuil.



a. Réparation du seuil

Si l'enjeu de l'AEP est prioritaire, le scénario d'une réparation du seuil à l'identique semble le plus approprié. Il faut alors prévoir de réaliser les travaux cette année. Pour cela, il faudrait lancer un marché public unique pour les travaux de réparation du seuil. En outre, une ingénierie interne à l'Institution Adour sera mobilisée pour l'établissement des documents de la consultation et du marché de travaux, l'analyse des offres, la maîtrise d'œuvre, l'élaboration des dossiers réglementaires, et les suivis de chantier. Le plan de financement ne prévoit pas d'aides extérieures.

b. Analyse plus poussée des enjeux et propositions d'aménagement

Une analyse plus fine de la hiérarchie des enjeux permettrait de proposer d'autres scénarios avec des mesures d'accompagnement réalisables.

À cette fin, il faudrait lancer un marché public unique de prestation intellectuelle avec :

- en tranche ferme, l'analyse de la situation et l'étude d'esquisses d'aménagement ;
- en tranche optionnelle, pour le cas où un arasement / effacement du seuil se révélerait le scénario le mieux adapté, la maîtrise d'œuvre (missions : avant-projet [AVP], projet [PRO], assistance pour la passation des contrats de travaux [ACT], visa des études d'exécution [VISA], direction de l'exécution du ou des contrats de travaux [DET], assistance lors des opérations de réception [AOR]) pour les travaux.

Une ingénierie interne à l'Institution Adour serait mobilisée pour l'établissement des documents de la consultation et du marché d'étude, l'analyse des offres, les visites de terrain, les réunions au long de la prestation.

Le plan de financement prévoit des aides à hauteur de 55 %.

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

D'autoriser le Président à lancer le marché de prestations intellectuelles pour l'étude des enjeux et les propositions d'aménagement et prendre toutes décisions relatives à la passation et signature de ce marché de prestations intellectuelles.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 21 juillet 2017 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
 15 rue Victor Hugo
 40025 MONT DE MARSAN CEDEX
PAUL CARRERE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.